



# Union Nationale des Étudiants de France

● Fondée à Lille le 4 mai 1907 ● Reconnue d'Utilité Publique le 16 mai 1929 ● Membre fondateur de l'UIE ●  
● Charte de Grenoble 1946, naissance du Syndicalisme Étudiant ● Fondatrice de la MNEF ●  
● 59<sup>ème</sup> Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Étudiant ●

Paris, le 7 septembre 1999

Bonjour,

Je te confirme la tenue du BN de ce vendredi  
10 septembre 99 à 9h30 au siège de l'Unef (dont  
l'adresse figure ci-dessous) M<sup>o</sup> Laumière ou Jaurès.

Ce BN jouera un rôle déterminant dans la  
préparation de notre activité durant tout le 1<sup>er</sup> semestre.

Nous en profiterons pour faire le point de la  
revue sociale universitaire, sera également <sup>abordée</sup> la question  
du rassemblement étudiant et du rôle que le BN doit  
jouer pour favoriser le débat de toute l'Unef :  
quelles propositions pour le syndicalisme étudiant,  
comment impliquer chaque étudiant et donc chaque  
adhérent de l'Unef dans la définition de l'outil  
syndical. Bien évidemment, nous voulons cette  
discussion en lien avec les axes de batailles priori-  
taires en cette revue.

Je t'invite donc à te libérer pour  
vendredi. Amitiés syndicales. Bruno

**RAPPORT AU BUREAU NATIONAL**  
**du 10 Septembre 1999**  
**de KARINE DELPAS**

Aujourd'hui, à quelques mois du 21ème siècle, l'heure est venue au bilan.

Le siècle qui s'achève a été marqué par l'explosion des technologies s'accompagnant d'une profonde évolution du monde du travail. La mondialisation est prégnante et l'on assiste à une progressive ouverture des frontières entre les pays.

Au niveau universitaire, c'est la massification de l'Enseignement Supérieur qui a fait suite à l'ambition des 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat.

Des questions restent posées, des exigences se précisent. Nous aspirons tous à donner de l'ambition à l'Enseignement Supérieur, à répondre aux attentes des étudiants, à changer l'université. Il dépend de nous de donner du sens à nos gestes, à nos luttes. Nous voilà donc en pleine rentrée sociale et universitaire.

Le premier Ministre a annoncé lors de l'université d'été du PS à La Rochelle, son objectif d'une société de plein emploi dans 10 ans. Plus que des déclarations d'intention, dès à présent, des réponses sont à apporter à l'exigence de millions de précaires et de sans emploi de sortir de l'engrenage des minimas sociaux.

La grosse machine universitaire doit elle-même évoluer, nous en sommes convaincus. Des réponses doivent être apportées au développement et à la pérennisation des connaissances, des savoir-faires, de la recherche publique.

Dans cette société en pleine mutation, l'esprit critique et la participation de tous ne doivent pas rester des incantations. Tous les jours sur les campus, faisons en sorte que l'université soit un lieu de formation critique, un passage important dans la vie d'une personne.

Le Secrétariat fait la proposition de grands axes qui peuvent se décliner en initiatives concrètes.

### **I) En premier lieu, les moyens :**

A la veille du vote du budget, nous devons nous interroger :

\* quels moyens pour quelle université ?

\* Comment relever les défis de l'emploi, de l'insertion sociale au sens large, alors qu'actuellement un thésard sur deux est au chômage ?

Le chiffrage des besoins est indispensable et la rentrée déterminante.

Le réengagement de l'état dans l'université est un préalable à la rénovation de campus vétustes, à l'amélioration des conditions d'études, à l'encadrement suffisant en terme de postes, aux aides conséquentes pour les étudiants. C'est le débat de l'ambition que l'on se donne pour l'université de demain.

Parler budget permet de mettre en relief des choix qui ne sont pas forcément dans notre sens, et la question de l'utilisation des fonds est posée.

Alors que des universités publiques ont des difficultés pour ouvrir leurs portes (exemple à P8), c'est de l'argent public qui est utilisé pour financer les pôles privés.

Lorsque DSK annonce 60 milliards d'excédents budgétaires, pourquoi ne pas proposer de réinjecter une partie de ces fonds dans l'Enseignement Supérieur.

Il est de notre responsabilité d'aller dans nos filières, nos amphis, nos TD pour amener le débat et recenser les manques. La diffusion de tracts, la signature sur des pétitions, les rencontres sur les facs et les cités-U sont à développer.

Les conséquences de la pénurie budgétaire sont nombreuses et il ne faut pas laisser banaliser cela, d'autant que les administrations se servent de cet argument pour justifier des fermetures de filières, des refus d'inscription, des conditions d'études déplorables.

D'aberrations en aberrations, on en arrive à demander aux étudiants de payer de leur poche les manques sous forme de frais illicites qui fleurissent à chaque rentrée.

Aller à contre-courant, c'est simplement faire le choix d'une formation de qualité et d'un accès au savoir pour tous.

C'est à nous de faire converger nos attentes. Pourquoi ne pas tenir une journée d'action unitaire lors du vote du budget de l'Enseignement Supérieur ? Comment lancer un débat national comme le plein emploi - C'est ce qu'est en train de faire Jospin. Au même moment où des barrages à l'inscription se démultiplient, où des milliers d'étudiants se voient refuser la formation à laquelle ils aspirent ?

Une fois de plus en cette rentrée, le sos-inscription fait partie des dispositifs à ne pas négliger, pour gagner l'accès de tous dans l'université et la filière de leur choix.

Force est de constater que les problèmes sont récurrents et qu'aucune fac n'est à l'abri de difficultés au moment des inscriptions.

Mettre en place des batailles collectives pour gagner les inscriptions c'est tout de suite montrer l'utilité d'agir ensemble.

Il serait dommage de ne pas concrétiser des rassemblements de plusieurs dizaines d'étudiants par des adhésions. Qui mieux qu'un étudiant qui a tenu une bataille jusqu'à la victoire, peut prendre conscience de l'utilité de s'organiser.

La massification de l'Enseignement Supérieur a marqué une étape importante. Malheureusement, l'arrivée des couches populaires, des gosses de quartiers à l'université, ne s'est pas accompagnée des moyens de leur réussite. Ils sont encore peu nombreux dans les grandes écoles ou en 3ème cycle.

Le deuxième axe de bataille porte donc sur l'amélioration de la qualité de la vie, sur notre exigence de justice sociale. La précarité augmente dans une population qui est déjà considérée comme la plus mal soignée.

La revendication de l'augmentation du nombre et du montant des bourses et toujours d'actualité et malgré les 7000 allocations d'études, on est quand même loin du compte. Nombreux sont ceux qui passent à travers des mailles de l'aide sociale et pour eux, c'est souvent l'échec. Les situations particulières doivent être prises en compte et c'est en cela que nous exigeons l'embauche d'assistantes sociales avec un véritable pouvoir d'intervention. Pour l'égalité entre étudiants, tout reste à construire en s'appuyant sur ce qui existe déjà.

Le logement est une fois de plus au centre des débats. Il représente la plupart du temps le premier budget de l'étudiant. En cela, le nombre de chambres à caractère social manque cruellement.

Il n'est plus rare de voir deux étudiants vivre dans les 9m<sup>2</sup> d'une chambre en cité-U, d'être obligé de se battre pour empêcher des étudiants de se retrouver à la rue. L'exemple de la bataille du logement à Montpellier est pour le moins significative.

Les cités universitaires portent en elles tous les ingrédients de la paupérisation de la population. c'est là où l'on a vu réapparaître des cas de tuberculose (la maladie de la « pauvreté »), où chaque année sont recensés des cas de malnutrition, des manquements à l'hygiène, à la sécurité.

Les résidents constatent tous les jours l'absence d'infirmeries, d'assistances sociales, au sein d'une population qui a d'énormes difficultés. Des exemples montrent à quel point les travailleurs sociaux sont démunis face à l'étendue des problèmes posés. On en est au point où dès le mois de novembre, les assistantes sociales renvoient des étudiants en direction des « restos du coeur ». Nous avons donc du « pain sur la planche » en terme de batailles à mener en direction du logement et de la santé, de l'aide sociale en général.

Les conseils de résidence sont un enjeu de rentrée permettant de lancer la dynamique des élections au CROUS du premier semestre 2000.

Dès à présent, organisons des portes à portes, des diffusions de tracts afin de rencontrer les résidents, définissons ensemble des revendications et des batailles à venir. L'objectif est bien sur de déposer partout où on peut lors des élections, en conseils de résidence.

Ceci peut nous aider également à définir avec les étudiants les modalités d'actions pour le sos-aide sociale.

Enfin, les batailles sur l'aide sociale posent le débat sur l'épanouissement personnel, la vie à l'université, l'accès à la culture, aux loisirs, aux vacances, l'accès à des tarifs raisonnables pour les transports.

Le troisième axe de bataille est la lutte contre les discriminations :

- \* enjeux de solidarité à créer et à développer
- \* PACS
- \* lutte contre le F.N. et l'extrême droite dans son ensemble.

Ces trois axes d'intervention avec pour le mois qui vient, l'enjeu du sos-inscription, la préparation d'une journée forte autour du budget et la tenue des conseils de résidence, peuvent donc permettre aux étudiants d'effectuer une rentrée riche d'exigences pour refuser d'entrer dans le 21ème siècle au rythme des exclusions, du « mal être » et de l'échec.

En multipliant les initiatives (de l'apéro thématique, à l'AG de filière...) l'UNEF entend donc bien en cette rentrée, inscrire son activité dans une démarche profondément radicale.

Par radicale, j'entends déterminés à rechercher l'efficacité du plus grand nombre, à construire le rapport de force pour gagner, à être attentif aux préoccupations étudiantes. Cela pose alors immédiatement la question du nombre et du rassemblement pour changer l'université. C'est cette recherche d'efficacité qui nous a amené lors du congrès à regarder le mouvement étudiant tel qu'il est, et de nous renvoyer immédiatement au nombre d'étudiants organisés et à la faible représentation étudiante.

Ce constat ne signifie en rien qu'il y ait faiblesse des attentes en matière de conditions d'études, de qualité de vie, de débouchés professionnels à la formation.

Par contre, si la majorité des étudiants partagent des préoccupations, ils sont aussi nombreux à ne pas trouver les moyens de trouver une issue positive à leur vécu.

Division du mouvement étudiant, défiance vis-à-vis des organisations et des institutions, tout pousse à donner l'idée que les intérêts partisans prônent sur les préoccupations et urgences étudiantes.

Résoudre cette question ouvre la possibilité de lever un obstacle majeur au rassemblement des étudiants et donc à la transformation de l'université.

Avoir ce débat dans l'échange et la confrontation des idées, mettre les propositions des uns et des autres à l'épreuve du débat avec les étudiants, c'est rechercher l'élaboration collective de solutions tant dans les revendications que dans les moyens d'action.

C'est donc bien cette recherche d'efficacité, la volonté de resserrer les liens avec les étudiants qui nous poussaient au dernier congrès, à dépasser l'unité d'action ponctuelle pour travailler à la création d'une nouvelle organisation étudiante dans un syndicalisme rénové et offensif, et de fixer des échéanciers pour cela !

En faisant ce choix, il me semble que nous avons décidé d'aller au bout de notre orientation. Ce que j'entends par là, c'est la volonté de renforcer les exigences des étudiants, leur donner confiance dans leur capacité à trouver une issue positive à leurs revendications, de faire l'expérience qu'en s'engageant avec d'autres, ils gagneront pour eux. Car finalement, c'est bien dans l'échange et l'élaboration collective de solutions que le mouvement étudiant se donne les moyens d'obtenir gain de cause.

Alors donner de l'ambition et un nouveau souffle au syndicalisme étudiant, le faire bien au delà des simples forces organisées aujourd'hui, c'est ce qui est en débat dans la préparation des assises de décembre.

Ce n'est pas une petite ambition quand tout pousse au repli sur soi, quand la précarité et l'échec scolaire vont crescendo à l'université.

Alors, quels gestes, quelles ambitions revendicatives pour rendre le mouvement étudiant complètement acteur et propriétaire dans la définition d'une nouvelle organisation étudiante ?

Car c'est bien de ça dont il s'agit quand nous refusons de laisser ce débat à quelques uns, de renier ce que nous sommes; bref, d'accepter un rassemblement d'appareils sur la base du plus petit dénominateur commun.

Pour cela, il nous faut favoriser l'échange, la mise en commun des idées et des expériences ! cela commence ici au B.N.

Besoin donc de jouer carte sur table, de donner chacun nos attentes ou nos doutes sur les objectifs d'une telle organisation étudiante.

Quel projet revendicatif ? quelles pratiques pour sortir de la faible représentation ? comment gagner l'irruption des étudiants dans le champs syndical ?

Un syndicalisme porteur d'ambitions et des préoccupations étudiantes : dégradation des conditions de vie et d'études, échec en premier cycle, peur de l'avenir, pratiques d'enseignement inadaptées... des propositions sont à construire pour rénover et renforcer le service public d'Enseignement Supérieur.

Lui donner comme mission essentielle à la réussite de tous, l'épanouissement dans les cours, la formation à l'esprit critique. Réunies, ces conditions doivent permettre à chaque jeune diplômé de réussir son insertion sociale tant dans le travail que dans la maîtrise et la compréhension du monde.

Les possibilités d'avancées sociales qu'ouvrent des chantiers comme la loi sur les 35 heures renforcent ces exigences, tout comme l'idée d'une société de plein emploi.

De la même manière, face à la précarité croissante des étudiants, le syndicalisme étudiant doit nourrir la réflexion pour une plus grande justice sociale, permettant l'égalité des chances et de manière générale, affiner ses propositions pour garantir à tous une qualité de vie.

Si depuis 10 ans, la massification a renforcé cette exigence, d'autres préoccupations traversent un mouvement étudiant à l'image de la jeunesse. Je pense notamment à toutes les questions liées à la dignité humaine, aux solidarités nouvelles à créer (sans papiers, PACS, violence...).

On voit donc bien qu'un champ ambitieux est ouvert au syndicalisme étudiant en cherchant la transformation de l'université.

Qu'il s'agisse des missions et moyens d'un service public d'enseignement, de la garantie de l'égalité des chances ou des questions plus sociétales traversant l'université, l'UNEF a des propositions à faire (cf première partie du rapport). D'autres en ont, qu'il s'agisse d'organisations syndicales ou associatives, comme d'étudiants. Alors l'échange d'idées, la confrontation avec d'autres est nécessaire pour construire ensemble un projet revendicatif et ambitieux, qui donne du sens et du contenu à l'engagement des étudiants.

En allant avec cette démarche aux rencontres, initiatives unitaires, nous cherchons l'efficacité en conjuguant les identités diverses qui s'expriment aujourd'hui dans le mouvement étudiant.

Il ne s'agit donc pas de se renier. Bien au contraire, il s'agit de partir de chacun, d'échanger des propositions pour construire ensemble une organisation étudiante force de propositions pour la transformation du quotidien et de l'université.

- Dans le même temps, rénover le syndicalisme pour favoriser cette élaboration collective, pour aider au débat étudiant et à la prise d'initiatives.
- Donner confiance aux étudiants dans leur capacité à changer le cours des choses.
- Partir de la diversité de leurs préoccupations pour diversifier les modes d'action.
- Travailler à multiplier les portes d'entrées dans le champs syndical.

Pas résumer les moyens d'actions à l'AG et à la grève mais innover au travers de solidarités, d'espaces conviviaux (apéro, concert, projections de films...) tout en étant sans concessions sur le contenu à mettre à ces initiatives.

C'est également une :

➤ question de citoyenneté ou de démocratie posée pour les adhérents. Le monde organisé (qu'elles que soient les orgas) se heurtent à une difficulté : celle de rendre les adhérents complètement propriétaire de leurs orgas. Là aussi, n'y a-t-il pas à réfléchir à démultiplier les gestes pour permettre aux adhérents de maîtriser et décider de leurs propositions et moyens d'action ?

Bien évidemment, par voie de conséquences cette question est posée pour l'ensemble des étudiants.

- \* Mise en réseau sur un thème
- \* réunions à la sortie d'un cours dès qu'un problème se pose
- \* permanences téléphoniques.

➤ Quelle démarche jusqu'aux assises pour gagner la prise de décisions des étudiants et bien sur des adhérents de l'UNEF qui sera déterminante dans la définition de ces deux objectifs (projet/rénovation).

- \* Plusieurs rencontres et initiatives unitaires avec d'autres orgas permettant l'échange d'idées, la confrontation des avis et des expériences.
- \* s'écouter, apprendre à travailler ensemble.
- \* tout poser sur la table, pour voir sur quoi on peut avancer. (exemple: budget, A.S.), de manière générale, aller avec nos propres propositions, nos questions et réflexions
- \* consultation des adhérents de l'UNEF
- \* émergence du débat avec les étudiants.

## II) L'Animation de l'UNEF :

Ces objectifs ambitieux dont se dote l'UNEF en la rentrée ne doivent pas rester lettres mortes. Pour cela, un effort tout particulier doit être donné à l'organisation. Pour relever les enjeux de la période, il nous faut plus que jamais faire la démonstration de notre orientation : être radical en cette rentrée nécessite de mettre un maximum d'étudiant dans la bataille à commencer par les étudiants de l'UNEF.

## **1/ La bataille ORGA**

### *La remise de carte*

La bataille orga doit être prise sous cet angle. L'an dernier, c'est encore 70 % de notre orga que nous avons perdu. Certes, tous n'étaient plus étudiant, mais pour la majeure partie, la faute revient à une remise de carte hasardeuse voire frileuse. Il est souvent difficile de recontacter un adhérent alors que nous ne l'avons pas contacté depuis longtemps. Chacun doit prendre sur soi et trouver dans le contact téléphonique la prise de rendez-vous à la sortie d'un cours, le moyen d'écouter et répondre aux attentes des adhérents (ses préoccupations, soucis en cette rentrée).

### *Le renforcement*

Nous n'arriverons à relever les défis de cette rentrée qu'en étant plus nombreux. Aussi, le renforcement de l'Orga est un enjeu majeur. Ce n'est pas faire du nombre pour faire du nombre. Être nombreux, c'est donner à l'UNEF de pouvoir démultiplier les interventions, d'être sur un maximum de terrains. C'est aussi un aspect de notre orga d'être à l'écoute du monde étudiant : nous ne pouvons donc nous passer de vécu nouveau, des nouvelles richesses que représentent de nouveaux adhérents.

## **2/ Le travail des directions**

Les enjeux, vous le voyez, sont immenses. Il nous faut des directions capables d'animer l'UNEF à la hauteur.

### *Le B.N.*

A commencer en tout premier lieu par le B.N. L'animation des trois batailles, du débat autour de l'avenir du mouvement étudiant requiert que chacun se donne à ses responsabilités. Au sortir du congrès, nous composons un B.N. où chacun est en charge de l'animation d'une partie du travail du B.N., où chaque membre du B.N. est dans les conditions pour être responsable à part entière de l'UNEF. Si tout n'est pas encore parfait, il faut souligner que les améliorations sont visibles. Néanmoins, nous devons gagner encore en rigueur.

De plus, nous devons tous être porteur encore mieux de l'orientation de l'UNEF. Dans la période, les membres du B.N. doivent être soucieux de favoriser le débat dans l'Orga, il faut ouvrir des espaces de débat, favoriser l'intervention de tous. Parallèlement, nous devons être soucieux au fait qu'il nous faut être force de propositions notamment sur le débat sur l'unité du mouvement étudiant.

Le Bureau National doit être encore plus à l'écoute des réalités du terrain. C'est un véritable tour de France des réalités locales qu'il nous faut faire, afin d'apprécier encore au mieux ce qui bouge, les difficultés des copains et leurs réussites. Aider à donner du contenu aux rencontres et initiatives : réunions B.N., faire le point, voir où sont les priorités.

### *Les directions d'AGE*

Les directions d'AGE ne sont pas exemptes de responsabilités non plus. Nous avons décidé depuis longtemps de donner plus de poids au C.N., afin qu'il soit l'instance de décision de l'UNEF. Cela veut dire aussi que le C.N. les responsables d'AGE doivent faire le maximum d'efforts pour aider au débat dans leur AGE, faire en sorte qu'un maximum de copains se trouvent maîtres des débats actuels, de l'importance des pistes d'interventions de l'UNEF.

### **3/ Ouvrir l'espace étudiant**

Ces gestes de direction sont nécessaires à tous les niveaux, ainsi que sur les terrains. En effet, il est évident que pour réussir les différentes actions qui vous sont proposées, il faudra être nombreux et la déduction logique que chacun à son niveau, devra mettre en oeuvre les efforts pour élargir au maximum le cercle des acteurs.

Mais la démarche ne doit pas s'arrêter au niveau de luttes engagées. Nous devons faire en sorte que chaque adhérent soit propriétaire de son outil syndical. Cela trouve un prolongement naturel dans le débat sur le mouvement étudiant.

Ces débats ne doivent pas être le pré carré d'un cercle de dirigeants. Nous avons la responsabilité de faire en sorte que chaque adhérent maîtrise le débat contradictoire sur la vie de l'UNEF, l'unité du mouvement étudiant.

Un certain nombre de gestes contribue à cela, avec notamment la place de Rond Comme Une Orange, mais c'est maintenant une responsabilité de chacun d'entre nous de faire en sorte que tous les adhérents aient leur place et droit de parole dans ce débat.

Nous devons aussi être vigilants à ne pas enfermer ce débat dans l'UNEF. Nous devons être le vecteur de l'émergence de ce débat dans le monde étudiant. Nous devons aider à ce que les différences se conjuguent, que l'échange d'expérience et d'idée soit maximum. Lier ce débat aux nombreuses initiatives proposées est important. L'unité, la recomposition passe par un travail en commun, demande que chacun se connaisse.



BN du 10 septembre 1999

les axes :

=> question des moyens (veille du vote du budget.)

Journée sur le budget à la rentrée.

=> améliorat<sup>o</sup> qualité de vie / aide sociale

↳ dynamique élections CROUS.

↳ SOS Aide Sociale.

=> lutte contre les discriminations (Étrangers, PACS, Extrême-droite)

L'unité : comment sortir de la situation :

1) syndicat porteur d'ambitions

(face à la situation difficile.)

2) confrontation (avec les autres.)

aller avec cette semaine à des rencontres unitaires.

3) renouer des syndicalisme -

Moyens d'act<sup>o</sup> : pas seulement grève/AG.

Il y a concerts, festivals, etc.

Autour des notions de citoyenneté, de

démocratie : cf lutte contre le FN,

① Quelle démarche jusqu'aux amirges?

Recp du BN de proposer à multiplier  
les rencontres unitaires au CN de renfort

② Le CN doit partir avec un texte,  
Vote des adhérents de l'UNEF  
sur ce texte. (fin octobre.)

③ Quelle animation?

Avancer sur la remise de carte.

Multiplier les prises de rendez-vous.

④ 1<sup>er</sup> week-end d'octobre.

CN s'organise ~~sous la forme d'un~~

~~et s'organise~~ aux membres de l'UNEF  
qui servira de base de renfort.

---

BN 1<sup>er</sup> dimanche d'octobre 25/26 sept.  
Conférence 2<sup>nd</sup> dimanche d'octobre.

nombre : tps font. ~~compar~~ par les raisons habituelles.  
~~les bilans et des vers rectives.~~ / Juste ce que la situation  
des étudiants en sept.  
travail habituel. chaines d'innocuité.  
SOS aide social.

maintenant et nous devons  
① période bilan national et locale. → quart. budgétaires.  
→ réformes.  
→ organiser une enquête, locale (ou nationale?)

② perspective particulière.  
→ pour nous : mbreux axes sur nos centres, notre implantation, notre perso.  
→ par l'UNEF: unite-.

③ ~~un mat. pour quoi pas = trop fort~~  
~~bien que adhérents et direct. ne soient pas en accord~~  
~~il y a des problèmes en un point~~

④ vote des adhérents: non quoi? (un choix de campagne)  
consultation interne est bien discuter.  
unite: on a commencé à en discuter.

⑤ Nos centres existent (m si localement...)  
→ pas de volonté unitaire des instances  
ID locales, Paris, Nat. (cf. remise de centres.)

→ risque de redouble du débat tel que pose l'ID: réunification syndical de la canton.  
essence différentier: à cogest / la canton.

→ si pour travailler, ans, souvent, mais par un la base ID.  
→ ~~besoin~~ de sécurité qui se fait.

→ c'est par par autant que les salariés possèdent et nous sur la part de la réunification.



# UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

Ref : 1330356 (www.unef.eu.org) - 17/09/99

De : silvère

A: membres du BN

Objet: Convocation au bureau national

Paris le 17 septembre 1999

Salut,

Je te confirme la date du prochain BN, à savoir les vendredi 24 septembre à partir de 18h, et samedi 25 à partir de 9h, au siège de l'Union Nationale.

L'objectif de cette réunion est de fixer les priorités du BN dans son rôle d'animation de l'orga dans la période.

C'est pourquoi nous discuterons de la rentrée sociale et universitaire, de notre travail de rentrée, ainsi que de la préparation de la Conférence Nationale, prévue pour le week-end du 9 octobre.

Afin que l'ensemble de l'UNEF puisse être présente sur les problèmes de rentrée et être à même de jouer tout son rôle dans la période, un plan de suivis et des objectifs orga seront proposés.

J'espère que tu pourra être présent

A bientôt,

Silvère  
Secrétaire Général

# **RAPPORT DU B.N.**

des 24 et 25 Septembre 1999

**Rédaction: Silvère MAGNON**

I) Nous sommes dans une situation de rentrée sociale dynamique. Depuis le début du mois de septembre, le ton monte fort, et de toute part.

Tout d'abord avec les lycéens, où on assiste à un début de mouvement dans le Sud. De nombreux lycées sont en mouvement à Toulouse, Marseille, Montpellier, Valence, Périgueux et en Dordogne. Leurs revendications montent sur les problèmes de moyens et contre les emplois du temps surchargés.

Montent fortement également les initiatives et revendications autour de la question de l'emploi, auxquelles nous sommes ou nous proposons d'être partie prenante.

Tout d'abord, un collectif unitaire à l'initiative de la JOC, s'est structuré sur la base du débat des 35H, pour une réelle prise en compte de la spécificité des jeunes face au chômage et la précarité. Ce collectif regroupe 13 organisations de jeunesse : JOC, UNEF, UNEF-ID, JC, Réussir en Seine-St-Denis, MJS, Chiche, CCJ-CGT, CGC, Commission Jeune du PCF, UNL...

Une lettre ouverte a été adressée à Martine AUBRY, avec une demande de rendez-vous. Ainsi, la commission sera reçue le 28 septembre par AUBRY, et le 8 octobre par M.-G. BUFFET. Ce collectif a fait du bruit. C'est le seul, hormis les confédérations, qui sera reçu par le Ministère avant le vote de la loi. Il a de plus, reçu un bon écho dans la presse. Les organisations signataires s'étaient déjà battues ensemble contre le CIP, contre les stages diplômants. Aujourd'hui, elles travaillent en propositions pour lutter contre la précarité. Initiative à souligner dans la période.

Ensuite, une manifestation sur l'emploi à l'appel de la CGT est prévue pour le 4 octobre, afin de répondre au MEDEF qui organise une manifestation d'opposition à la RTT.

Il y a également la manifestation à l'appel du PCF contre le chômage. Cette manifestation aura lieu le 16 octobre. Les premiers signataires sont pour les mouvements politiques : PCF, MDC, Alternatifs, Verts, LCR, LO, JC, UEC. Les signataires du mouvement social : Femmes solidaires, CADAC, Fédération Internationale, SOS-Racisme, APEIS, MRAP, JOC, UNEF si on le décide, UNEF-ID à confirmer. Doivent donner leur réponse : AC, MNCP, Droits devant et toutes les confédérations : FSU, CGT, SUD, FEN, Groupe des 10.

Cette manifestation est vue comme étant le prolongement des revendications des partis politiques et du mouvement social, pour faire entendre les revendications et interpeller le gouvernement sur les choix politiques de rentrée. Le mot d'ordre commun est : « en finir avec le chômage et la précarité ». Dans la volonté de l'UNEF à développer nos actions et revendications autour de la question de l'insertion professionnelle, des stages en entreprise, précarité des petits boulots étudiants etc, je pense que nous avons toute notre place dans ces deux manifestations.

La rentrée universitaire est complètement en lien avec la rentrée sociale. Que ce soit sur la question de vie des étudiants, de moyens supplémentaires pour étudier, les étudiants ont leur mot à dire dans les débats d'aujourd'hui. D'autant plus que cette rentrée est marquée par les questions budgétaires.

De nombreuses facs ont des difficultés pour rouvrir leurs portes, comme à P8, P3, P7, Strasbourg, où le conseil d'administration a décidé de repousser la rentrée par manque de moyens. On a appris aujourd'hui que les UFR ont tout de même décidé de reprendre les cours. Des problèmes à Nantes persistent sur la filière histoire de l'art, le sos-inscription de l'UNEF a obligé les universités à inscrire des milliers de bacheliers mais n'est toujours pas terminé dans de nombreux endroits.

Face à cette situation, l'annonce du budget pour l'enseignement supérieur n'est pas à la hauteur. En augmentation de 2,6 % (contre 5,6 % l'an dernier), il comprend le plan U3M et le PSE. On est bien loin des effets d'annonces de C. Allègre avant les vacances sur l'aide sociale et la création de nouveaux locaux. Pendant ce temps, de l'argent public est utilisé pour financer des pôles privées, et DSK annonce 60 milliards d'excédents budgétaires. On le voit, ce budget pour l'enseignement supérieur n'est pas ambitieux.

Maintenant c'est à nous d'imposer nos exigences, à nous d'être à l'initiative : pourquoi ne pas lancer un appel commun des organisations étudiantes, s'adressant aux acteurs de l'éducation, pour créer une véritable mobilisation et peser sur les choix budgétaires ? La FSU se dit déjà prête à relayer un tel appel. Si nous le décidons, il va falloir être à l'initiative et le rédiger très vite. Pour cela, il faut qu'une équipe du BN soit à sa rédaction. Nous pouvons faire la proposition d'une journée nationale d'action de l'UNEF le 21 octobre et d'une manifestation unitaire le 30.

Pour la journée d'action du 21, on peut inscrire un grand nombre de batailles ou d'initiatives, comme des AG en cités-U, la signature de pétitions, des rassemblements aux rectorats ou administrations universitaires, des débats, conférences de presse sur les parvis de facs privées, des opérations RU gratuit ou bus gratuits...qui peuvent nous permettre de chiffrer un budget de rentrée à la hauteur.

Nous pouvons accompagner ces initiatives d'un tract de rentrée et d'une pétition nationale, à déposer à l'Assemblée Nationale. Dans ce cadre, il faudrait remonter rapidement les pétitions sur les moyens budgétaires signées pendant les chaînes.

C'est la responsabilité de l'UNEF d'aller dans les filières, les amphis, les TD pour amener le débat auprès des étudiants et recenser les manques.

Des batailles fortes ont été lancées durant les chaînes dans le cadre du réengagement financier de l'Etat, comme la suppression des frais illicites à Nice ou Orsay par exemple, ou le sos-inscription. A nous de les populariser et de les mener jusqu'au bout.

Cette rentrée est marquée par la question de l'aide sociale. Claude Allègre a multiplié les annonces l'année derrière, concernant le PSE. Mais comment se traduit-t-il dans les faits ? Lorsqu'on voit que le budget n'est pas à la hauteur des attentes, nous avons besoin d'être très vigilants sur sa mise en place (comme la commission d'allocation d'études par exemple...) et de continuer à recenser plus que jamais les étudiants qui se trouvent en difficulté financière, pour tenir le sos-aide sociale. A nous de rendre incontournable un certain nombre de revendications, comme l'embauche d'assistantes sociales avec un véritable pouvoir d'intervention, le doublement du nombre et du montant des bourses...

Cette année sera celle où les étudiants auront à choisir leurs représentants aux CROUS. Profitons de cette occasion pour faire monter la sauce dès la rentrée sur cette question, en prenant rendez-vous aux CROUS et gagner plus d'aides sociales, d'allocations d'études (7000 seulement pour l'instant), et de meilleures conditions de vie. Mais pour cela, nous avons besoin de rendre nos initiatives publiques afin d'y impliquer le plus d'étudiants. Certaines de ces actions peuvent s'inscrire dans la journée nationale d'action.

Je voudrais développer particulièrement le problème des cités-U, il va y avoir d'ici peu les élections dans les conseils de résidence.

Nous connaissons les problèmes généraux des cités-U. L'hygiène, la sécurité, l'infirmerie, les assistantes sociales en nombre suffisant ne sont pas assurés. Les résidents sont souvent des étudiants qui rencontrent d'énormes difficultés financières. Dans ce cadre, les élections vont être un moment fort de la rentrée, et doivent être pris comme un moment de lutte à part entière. Pour cela, nous devons donner les moyens aux résidents de s'exprimer, d'engager des batailles. Nous avons également besoin que l'UNEF réinvestisse le terrain des cités-U. Pour tout cela, n'avons nous pas besoin de travailler avec les associations de résidents, avec tous ceux qui veulent améliorer les conditions de vie en cités-U ?

La préparation des élections en conseils de résidence est à commencer rapidement. L'an dernier, nous avons participé à peu de dépôts de listes. Le travail du BN va être important durant cette période, par le biais des suivis, pour donner aux AGE plus de détails sur le dépôt de listes, leur donner des éléments sur la campagne à mener. Ces élections s'inscrivent dans notre activité dès la première quinzaine d'octobre. Nous avons besoin de chiffrer les besoins et de l'inscrire dans nos luttes pour l'augmentation du budget. C'est dès maintenant qu'il faut préparer les plannings de portes à portes, de diffusion de tracts, de réunions publiques pour que les résidents s'expriment et vivent ces élections non comme une délégation de pouvoir, mais comme un élément du rapport de force et de la mobilisation pour gagner de meilleures conditions de vie. L'objectif est de déposer partout où on peut. Pour cela, nous avons besoin de mettre en place un collectif d'animation, en sachant que Rennes travaille déjà à un matériel pour aider les AGE à préparer ces élections.

II) Avec tous ces axes d'interventions, ces champs de batailles, c'est bien une rentrée offensive que nous voulons effectuer. Pour cela, la recherche de l'efficacité du plus grand nombre, construire un rapport de force pour gagner, être attentif aux préoccupations des étudiants, voilà ce qui a amené à la démarche de rassemblement que nous avons proposé lors de notre dernier congrès. Nous sommes partis du faible taux de syndicalisation chez les étudiants, de la division du mouvement étudiant et de la défiance vis-à-vis des organisations, pour lancer un appel à dépasser l'unité d'action ponctuelle, pour travailler à la création d'une nouvelle structure étudiante, dans un syndicalisme rénové et offensif. Pour cela, nous avons fixé des échéanciers, notamment avec les assises de décembre. Nous avons maintenant besoin de bien préparer ce rendez-vous en amont, afin d'en faire un événement dans le milieu étudiant, et bien entendu, associer les étudiants à la démarche.

De nombreuses batailles s'inscrivent dans cette préparation : la journée d'action nationale sur le budget, les élections des conseils de résidence, les manifestations contre le chômage et la précarité...

Je l'ai dit tout à l'heure, la rentrée universitaire est placée sous le signe de l'aide sociale. Nous avons commencé à mettre en place le dispositif sos-aides sociales, d'autres organisations étudiantes comme l'UNEF-ID, ont également décidé d'en faire une priorité. Pourquoi ne pas conjuguer nos efforts, dans un souci d'efficacité ? Lors du dernier BN, nous avons fait la proposition de mettre en place des collectifs locaux unitaires.

Pourquoi ne pas proposer que la bataille du sos-aide sociale, que des revendications sur l'aide sociale soient lancées par ces collectifs locaux ? Besoin de les lancer très vite, dans l'urgence, sur nos problèmes de rentrée.

Pour cela, nous devons proposer des batailles concrètes. Conjugons notre volonté d'aider tous les étudiants dans le besoin, d'obtenir des avancées durables pour une meilleure justice sociale, avec le fait d'oeuvrer ensemble, de travailler ensemble, organisations et étudiants, afin de mieux nous défendre. Les collectifs locaux peuvent décider de travailler en commun à un dispositif sos-aides sociales très vite.

Aujourd'hui c'est bien aux étudiants qu'il faut s'adresser, leur faire part de nos propositions, faire qu'ils soient acteurs à l'université. A nous d'animer le débat public autour de la question du rassemblement étudiant. De nombreux débats sur l'enseignement supérieur se discutent actuellement, par exemple U3M. Les étudiants doivent intervenir dans ces débats, afin de construire un rapport de force majoritaire. Or les organisations étudiantes ne permettent pas cette prise de décision du plus grand nombre d'étudiants. Besoin d'avoir le débat là dessus. Sur quoi les étudiants ont envie de s'investir, quel outil pour y parvenir ? L'objectif des assises est de toucher les étudiants, ce n'est pas un débat de spécialistes entre les seules organisations.

Pour lancer le débat, nous proposons de sortir un nouveau campus en octobre, permettant d'ouvrir la discussion.

L'objectif est de s'attaquer à de grands chantiers, sur les objectifs de l'enseignement supérieur, la place de certaines formations (débat à la fête de l'humain), quelle place pour l'esprit critique, la culture (P8 festival), comment consulter les étudiants ? Quel outil pour répondre aux enjeux de syndicalisation, de citoyenneté étudiante ?

Les étudiants ont réussi à imposer des idées majoritaires à l'université (pas de sélections...). Les syndicats arrivent à faire signer des milliers de pétitions sur des sujets précis, à faire que de nombreux étudiants s'expriment, mais on n'arrive pas à aller au delà, comment faire perdurer ce premier engagement ? Besoin de pousser la réflexion avec les autres organisations. Dans ce but, nous proposons que le BN rencontre les autres organisations nationales dans les prochains jours : l'UNEF-ID, la FAGE, SUD Etudiants, Coordination des étudiants en STAPS... Besoin d'avoir cette réflexion, et en premier lieu dans notre organisation.

III) Notre organisation doit s'emparer du débat. Permettre l'expression de tous nos adhérents est le meilleur moyen de construire ensemble le syndicalisme que nous voulons.

Donner la parole à tous les adhérents va demander une animation importante de la part des responsables d'AGE pour recontacter tous les adhérents, ceux qui ont adhéré sur les chaînes et les adhérents de l'année dernière.

Quel débat on lance ? Rappel que les assises sont à l'initiative de l'UNEF, elles ont été lancées lors de son 79ème congrès. Nous sommes partis du constat que seulement 3 % des étudiants sont organisés et 13 % participent aux élections universitaires, que nous avons besoin de combler le fossé qui s'est creusé entre les étudiants et leurs organisations, trop perçues comme loin des préoccupations étudiantes. La division du mouvement étudiant, et son éclatement en multiples structures donne une image de querelles de chapelles. D'où la nécessité de renforcer le « tous ensemble ». Comment faire de la diversité et de la multiplicité des associations, une richesse plutôt qu'un facteur de division.

Mettre en commun les idées, les expériences pour mieux se mettre au service des étudiants. C'est cette réflexion qui nous a amené à formuler l'idée de la création d'un nouveau syndicalisme citoyen uni et rassembleur. D'où les décisions de tenir des tables rondes locales en juin/juillet, la mise en place de collectifs locaux unitaires, et de tenir au mois de décembre les assises du mouvement étudiant.

C'est bien de cette réflexion que nous devons partir aujourd'hui, et non des réflexions de l'UNEF-ID. Je le dis tel quel parce qu'il me semble qu'il ne faut pas l'oublier. Dans la préparation des assises, ne prenons pas de raccourcis. Ayons le débat de fond sur ce que nous voulons, sans mettre le préalable car de toute façon, tout est tranché.

La seule certitude que nous ayons est que nous avons envie de faire du neuf. Nous avons besoin de beaucoup discuter avec les responsables d'AG, faire nos suivis régulièrement par téléphone, et d'y descendre au moins une fois avant la conférence. Cette conférence, nous l'avons décidée lors de notre précédent BN, nous devons maintenant plus affiner son contenu : située à un carrefour entre le stage national et le collectif national, son but est d'amener la réflexion et la discussion sur un certain nombre de thèmes, de manière plus large qu'avec les seuls membres du CN. Affiner nos propositions sur différents secteurs appelés à jouer un rôle important dans la période (insertion professionnelle, A.S...), ainsi qu'ouvrir un large débat sur la préparation des assises et le rassemblement étudiant, débat en continuité avec les décisions du congrès.

Pour cela, nous avons besoin de nous fixer des objectifs quant à la participation, doivent venir les présidents, secrétaires à l'orga, trésoriers, élus aux CROUS, responsables de filière, de manière plus générale, le plus possible d'adhérents. Commencer dès à présent à collecter pour permettre au plus grand nombre de participer à la conférence (prendre en compte l'hébergement et la nourriture).

Beaucoup d'AGE ou de camarades ont des propositions à faire sur ce débat, ont des questions, des doutes...Permettons que le débat à la conférence soit riche, en se donnant les moyens de s'assurer une large participation. Nous-mêmes, allons-y avec ce qu'on pense, faisons de ce débat un moment riche, qui nous permette d'avancer ensemble.

Dans la même démarche, une consultation nationale a été proposée lors du dernier BN. Cette consultation a pour but de s'adresser à l'ensemble de nos adhérents, d'une part pour les informer s'ils ne le sont pas encore de la démarche entreprise par l'UNEF, et d'autre part de leur demander leur avis sur la nécessité de construire une nouvelle organisation en décembre, sur quelles bases elle doit se construire et de quelle manière pourrait-on assurer en son sein la démocratie, la place et l'apport de chacun dans cette structure, afin que chacun se sente propriétaire de son organisation.

Comme je le disais, un gros travail d'animation pour recontacter toute l'organisation est à entreprendre pour informer des axes de batailles, faire que les AGE prennent la rentrée de manière offensive. (une VDA va partir, redonnant les initiatives des chaînes). La bataille orga va être déterminante pour cela.

Mettre nos adhérents dans la bataille veut dire tout d'abord rappeler les adhérents de l'année dernière, voir avec eux, s'ils ont des problèmes pour la rentrée, leur parler de nos initiatives et leur proposer de reprendre leur carte à l'UNEF.

L'année dernière, beaucoup d'AGE n'ont pas fait la remise de carte, ou de manière partielle. Un de arguments était de dire qu'il était trop tard pour les rappeler (janvier/février). Aussi, c'est dès maintenant qu'il faut l'effectuer, association par association. Cela nous permettra d'avoir plus de poids dans nos batailles.

De même, de nombreuses adhésions ont été effectuées pendant les chaînes. Ne laissons pas ces adhérents au placard, rappelons les dès maintenant pour leur proposer de participer à notre activité, notamment le sos-inscription. Ayons le souci du renforcement pour chacune de nos initiatives.

Une des premières initiative que nous pouvons leur proposer est de venir aux réunions de prérentrée.

Dans le cadre des batailles et échéances énoncées dans la rapport, les réunions de prérentrée s'annoncent comme étant la lampe de lancement de notre activité. Décider de batailles de filières pour chiffrer les besoins, préparer les élections en cité-U, recenser les problèmes d'aide sociale, faire en sorte que les nouveaux adhérents ou les étudiants qui y participent aient envie de se mobiliser sur ce qui les intéresse, voilà l'enjeu de ces réunions. Essayons de leur donner un cadre sympa et attrayant (avec apéro...), d'être à l'écoute des idées originales. Mais pour une rentrée universitaire offensive, nous avons besoin de faire venir du monde aux réunions de prérentrée, convier tous ceux qui s'y sont inscrits plus nos adhérents de cette année et de l'année dernière, rappels téléphoniques, affichage dans la fac...

Enfin, réfléchissons à la meilleure façon de donner envie à nos adhérents de s'exprimer. Je prendrais pour exemple P8, qui en organisant un festival sur la culture, et en rappelant ses adhérents à ce sujet, a donné envie à de nombreux étudiants de s'impliquer dans le projet, alors qu'on n'avait jamais réussi à les faire venir à une réunion jusque là.

Soyons inventifs pour que chaque adhérent trouve sa place à l'UNEF, que chacun se sente propriétaire de son syndicat.



/ BN du 24 septembre 1999.

Rapport introductif.

⊕ Budget : 52 M<sup>€</sup> ; hausse de 2,5 %  
 L'an dernier : 5,5 %  
 { PSE      argent affecté sur  
 } U3M  
 → créations d'ATER, IATOS,  
 U3M : 4 M<sup>€</sup> & F. cette année.  
 jusqu'à 2006 : 14 M<sup>€</sup>,  
 Jussieu : 2 M<sup>€</sup>  
 PSE : 677 millions, pour les mesures

applicables  
 36 000 étudiants aides en f.  
 (hausse des plafonds, fx @).  
 ⇒ Journée nat d'action le 21 (AG, pétitions -  
 Manif le 30 octobre -  
 ⇒ Elections au CROUS.  
 Gagner f sur l'aide sociale, les  
 conditions de vie  
 ⇒ Elections des conseils de résidence  
 Reporter tout le + d'argent possible.

⊕ Assises de Dec : préparer cette échéance.  
 Journée nat, manif, conseil de  
 résidence ; tout cela à préparer sans  
 limite.

Besoin de proposer des batailles électorales.  
 "A prendre à travailler ensemble"  
 Mise en place des collectifs locaux.  
 → noter un Nouveau Campus en octobre  
 autour le débat.

↳ Rencontre BN / BN  
sur FAGE, UNER-ID, coordination  
des ; SUD Etudiant.  
Dans les semaines à venir.

⇒ Reflexion dans notre orga.  
Donner la parole aux adhérents,  
Recontacter sur les chaînes.

⇒ Conférence Nationale:  
Entre le stage et le CN.  
Les statutaires, les élus au CROUS  
+ un grand nombre d'adhérents  
Besoin d'inscrire + collecter.

⇒ Consultation nationale: l'adhésion  
aux adhérents - les informer sur  
« la nouvelle orga de sec »  
Sur quelles bases, comment assurer  
la démocratie dans cette orga?  
Besoin d'un gros travail et animation.

Gwen: passe pour l'insertion professionnelle  
des emplois mécaniques, sur la RTT  
planif du 4 octobre 1999.

Raf: Quels objectifs, quels enjeux sur lesquels  
se fixer? les amies, la conférence nat.  
Pour 1 orga unique.

Mathieu: Renouveau total de l'équipe locale  
Demande de restructuration au niveau de  
BN.

Leite : pour celle de 4 ; contre celle de 10  
Besoin d'accroître le travail dans  
les collectifs sur l'insertion pro-

obi : voir intervention à côté.

PH : MINEF : mauvais résultats  
sur les chaînes de fillets. (5 à 6%)  
" Casse limitée ?"

Sylvie : Auto-critique sur le passé - Arrêter  
d'avoir trop de projets et pas  
assez de résultats.

Karine : Prête à aller aux 2 manifests. Matériel  
commun pour les 2 manifests.  
Deshamatiser ce que signifie les termes  
d'initiative nationale.

Gwen (2) : Question des rapports -  
Question de l'unité. Besoin que ceux  
qui sont d'accord soient un peu  
plus sur le terrain, et diffusent  
davantage d'information.

PH : Il lui manque le mot dans ma fac.

~~Cela~~ passer plus vite

L'événement de l'année : décembre.

Besoin de le préparer.

→ interne (renforcement orga, accueil sur les fact, recouvrement des diff.)

besoin d'une CNEF forte.

Toutes les initiatives du rapport affrontent de multiples pites que les AGE peuvent surmonter.

→ externe = travail unitaire.

toutes les batailles que nous menons sur des échéances nationales (voies locales) doivent être accomplies unitairement.

→ les manif, le budget, l'aide sociale.

→ ~~base~~ occasion / besoin d'avoir des mises à jour, car il va y avoir des empanchations.

Réaffirmer notre  
refus du  
chomage amn  
à fatalité et  
des empanchés

→ RANIF du 66 : mot d'ordre  
clair, unitaire, très à gauche  
si j'ose dire.

RANIF du 4 : mot d'ordre  
+ politique : question des profits  
de loi des 35h.

→ On, c'est un pt central important  
mais à la fois technique et TT.

(pour ne pas  
deire  
partisan)

Insert-pro : bien - Mais on est  
flou. → On a peu de travail clair -  
qui l'anime ? Pourquoi ?  
Informer les adhérents -

question : Plan 5 p

psychothérapie : pas on fait partant :  
soi dans ma fac : bien si les  
camarades sont dans leur fac.  
(Ouvrier à PT).

- secouristes nat : n'ont plus de  
fac
- membres du BN sans fac.

↳ A titre personnel : je pense apporter  
une ~~par~~ opinion peut-être théorique.  
Plus nécessaire -  
par le ~~tps~~ d'honneur mes engagements  
(Collectif Parisien) car milité  
localement.)

↳ ~~Je veux dire~~ le ~~plus~~ routeur, c'est  
une ~~la~~ crise de FUNK.  
① act<sup>o</sup> de terrains : chaînes, SOS  
des actions locales.